

Plein cadre

Entretien

« Refuser les robots détruit l'emploi »

Pour que la France ne passe pas à côté de la révolution de l'intelligence artificielle, le président d'IBM France invite à changer de regard sur la technologie, ainsi que de méthodes pour innover



Selon Nicolas Sekkaki, président d'IBM France, la puissance de calcul des ordinateurs quantiques (comme celui ci-dessus), va révolutionner le monde et permettre par exemple d'inventer de nouveaux médicaments d'ici cinq ans. PHOTO IBM

NICOLAS CÉSAR
n.cesar@sudouest.fr

« Sud Ouest » Avec l'avènement de l'intelligence artificielle, nombre de nos concitoyens redoutent de perdre leur emploi. Ces craintes sont-elles légitimes ?

Nicolas Sekkaki Il est plus facile de prédire les emplois qui vont disparaître que ceux qui seront créés. Regardez le smartphone, il n'a que dix ans et a complètement changé nos vies, mais cinq ans auparavant, il était encore difficile d'imaginer toutes les applications qui allaient en découler. Ceci étant, nous savons déjà que 50 % des métiers des cinq prochaines années n'existent pas encore et que l'intelligence artificielle (IA) va ouvrir de nouveaux horizons. Elle va faciliter la recherche d'informations. Or, actuellement, 80 % des données produites sur le Web sont non structurées, c'est-à-dire stockées, mais pas analysées. L'IA va nous aider à éviter de fausses pistes pour mieux nous focaliser sur des aspects qui vont permettre de découvrir, par exemple, de nouveaux traitements médicaux. À nous maintenant d'imaginer ce que nous allons faire du temps gagné, si la machine parvient à réduire le temps d'une recherche d'un an à une microseconde.

Justement, comment anticiper au mieux ces mutations profondes ?



Nicolas Sekkaki, président d'IBM France. PHOTO DR

Notre rôle est de montrer qu'en France, nous sommes capables de créer les usages de demain. Ce qui suppose de ne pas rejeter la technologie, mais de la maîtriser. Refuser les robots détruit l'emploi. Les pays qui ont le plus d'usines, une industrie solide sont ceux qui ont adopté les robots. Et, les ouvriers travaillent avec eux, ce qui permet de produire davantage, de meilleure qualité et plus vite. En vérité, l'enjeu est de savoir si nous voulons être un acteur de ces mutations ou une victime ? Sinon, d'autres entreprises vont inventer un métier qui va disrupter le vôtre. Il y a vingt ans, 65 % du chiffre d'affaires d'IBM était réalisé avec la vente de matériel, d'ordinateurs. Aujourd'hui, c'est 9 % de notre activité. Mon travail est de stimuler l'innovation et de lutter contre l'attentisme.

Quelles sont vos priorités de recherche actuellement ?

Notre objectif est d'aider les entreprises à développer des technologies qui leur permettent de transformer leur société. Chacun a déjà utilisé les services d'IBM sans s'en rendre compte, en réservant un billet d'avion ou en regardant la météo sur son smartphone. Aujourd'hui, nous travaillons sur des innovations très diverses. L'intelligence artificielle, bien sûr, avec notre programme Watson. Mais aussi les ordinateurs quantiques, dont la puissance de calcul va révolutionner le monde et permettre par exemple d'inventer de nouveaux médicaments d'ici cinq ans. Les débouchés sont énormes, mais cela pose aussi des questions de sécurité informatique. Sans oublier les blockchains, qui vont repenser la ma-

nière de payer, de faire du commerce, de partager les informations. Sur ces thématiques, nous travaillons sur des cas d'usages à travers un hub avec des entreprises et des universitaires pour faire émerger des pôles de compétences. Tout ceci nous amène à recruter 1 800 personnes en France (lire ci-dessous) pour faire la passerelle entre des besoins métiers non exprimés et ces nouvelles capacités technologiques.

Ce plan de recrutement va-t-il concerner les régions ?

Oui, sur les 1 800 embauches en France, il en faut au moins 600 en région. Nous sommes présents depuis bientôt quatre-vingt-dix ans à Bordeaux. À l'époque, nous avions des usines en France, dont une qui fabriquait des cartes électroniques à Ca-

néjan (33). Aujourd'hui, nous n'en avons plus nulle part dans le monde. Mais, nous avons encore 130 collaborateurs à Bordeaux, avec un service achat, des consultants, du support technique et des vendeurs... pour nos clients entreprises. La reconnexion avec le tissu régional au niveau académique, économique et politique est importante, car nous sommes un créateur de valeurs et non un extracteur. À Bordeaux, la dynamique est intéressante autour du digital et la région s'est spécialisée sur des sujets prometteurs : l'océan, le spatial... Mon travail est de contribuer à accélérer ces écosystèmes régionaux. À Lille, nous avons créé un centre il y a quatre ans. Aujourd'hui, il emploie 600 personnes.

Mais, ces révolutions technologiques pourraient laisser de côté une part non négligeable de la population...

C'est un enjeu majeur. C'est pourquoi nous accélérons également sur la réinsertion sociale. À Lille, par exemple, nous avons reconverti des chômeurs en professionnels de l'informatique avec Pôle emploi. Ce qui compte pour nous, c'est leur volonté d'apprendre. D'ailleurs, sur l'intelligence artificielle, j'ai 350 consultants en France, mais

« La compétence fondamentale de demain, c'est la curiosité »

un tiers seulement sont des ingénieurs. D'autre part, en avril, nous nous sommes engagés dans le plan d'investissement de l'État dans les compétences avec 10 000 formations aux métiers du numérique pour accélérer l'accès des jeunes et des demandeurs d'emploi vers le secteur.

La France est-elle bien positionnée face à ces changements majeurs ?

Je suis plus optimiste qu'il y a quatre ans. Nous ne manquons pas d'atouts, de grands mathématiciens... mais nous adorons nous faire peur, ce qui nous éloigne des véritables sujets : favoriser la collaboration, les passerelles entre la sphère publique et privée pour développer des écosystèmes sur des cas d'usages. Il ne faut pas rejeter l'intelligence artificielle par principe, mais y apporter notre « touche » française, humaine et qui protège la vie sociale des individus. C'est tout l'objet du rapport de Cédric Villani, missionné par le gouvernement. Dans le même sens, l'État a organisé en mai le sommet « Tech for Good » pour que les patrons du high-tech s'engagent sur des actions pour améliorer la situation sociale, l'environnement et la lutte contre les inégalités. Si nous créons des écosystèmes en région, cela va démystifier les peurs vis-à-vis des nouvelles technologies et les innovations permettront de rayonner dans le monde. La compétence fondamentale de demain, c'est la curiosité. Mon travail, c'est avant tout d'insuffler ce changement culturel, de développer l'intrapreneuriat, le droit à l'erreur...

IBM VA EMBAUCHER 1 800 PERSONNES EN FRANCE

Ces 1 800 nouveaux emplois dans les deux ans à venir concernent les domaines de pointe tels que l'intelligence artificielle (IA), la blockchain, le cloud et l'Internet des objets. Dans le détail, IBM prévoit d'embaucher des consultants, des architectes informatiques, des développeurs et des experts techniques, y compris des nouveaux diplômés et des professionnels expérimentés. Avec ces recrutés, IBM prévoit de renforcer sa

présence nationale en créant des pôles de compétences en région avec des partenaires locaux publics et privés. Ces annonces mettent fin à une série de suppressions de postes engagée par l'Américain en France. Le groupe y compte environ 7 000 salariés, contre plus de 26 000 au début des années 1990. Entre 2013 et 2016, trois plans sociaux se sont enchaînés, avec à la clé la suppression de plus de 1 600 postes.